



La République démocratique du Congo et la FAO

Renforcer la résilience et la sécurité alimentaire durable

La coopération avec la République démocratique du Congo remonte à 1978, année de l'ouverture du bureau de la FAO dans le pays. L'assistance s'est tournée vers l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, notamment l'appui à la formulation de politiques et stratégies pour le développement agricole et rural, la gestion des ressources naturelles et le renforcement de la résilience face au changement climatique. Après près de deux décennies d'insécurité civile et de conflits persistants, la FAO contribue à l'établissement de la paix et à la réconciliation en soutenant la production vivrière et en renforçant les moyens d'existence agricoles des communautés vulnérables, y compris des réfugiés rentrant dans leur pays et des anciens combattants.

Sécurité alimentaire et prévention des conflits

L'insécurité alimentaire est la plus criante dans les pays victimes de conflits où elle peut constituer à la fois une cause et une conséquence de la violence. Améliorer la sécurité alimentaire peut apporter une formidable contribution aux processus de paix, en réduisant le risque d'une récurrence des conflits.

Les conflits touchent essentiellement les populations rurales, avec de lourdes répercussions sur la production vivrière et agricole et les moyens de subsistance des petits exploitants. La réhabilitation de l'agriculture, par conséquent, a un rôle central à jouer dans l'établissement et la consolidation de la paix tout en contribuant à la sécurité alimentaire et au développement rural. Suite aux violences en cours dans la République démocratique du Congo (RDC), 2,6 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays et plus de 440 500 réfugiés congolais se sont enfuis vers les pays voisins. Compte tenu de l'escalade des conflits armés en République centrafricaine, par ailleurs, le nombre de réfugiés a récemment augmenté.

Soutenir les priorités de développement de la République démocratique du Congo

L'assistance de la FAO en RDC s'articule autour du **Cadre de programmation pays 2013-2017 (CPP)**, portant sur trois domaines prioritaires d'intervention:

- **Améliorer la gouvernance des secteurs de l'agriculture, du développement rural, des ressources naturelles renouvelables et de la gestion de crises.** L'aide comprend le renforcement des capacités institutionnelles et techniques, la coordination de l'aide d'urgence à l'agriculture, le soutien des systèmes statistiques agricoles et environnementaux et le renforcement des systèmes d'alerte rapide et de suivi pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- **Développer les filières végétales, animales et halieutiques par l'approche des chaînes de valeur et de l'agro-business.** L'appui sera orienté vers la promotion des filières agricoles commerciales, en facilitant l'accès aux semences améliorées.
- **La protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques,** notamment à travers l'adoption de mécanismes de gestion participative et de conservation de la biodiversité.

Élaboré conjointement avec le Gouvernement et d'autres partenaires, le CPP quadriennal reflète les priorités pertinentes des programmes nationaux de développement économique et social, en particulier le **Document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté et le Plan national d'investissement agricole (2013-2020)**. Le CPP est en outre aligné en tout point sur le Cadre d'assistance au développement des Nations Unies et les priorités régionales et sous-régionales de la FAO.

CONTACT

Aristide Ongone Obame

Représentant de la FAO en RDC
Représentation FAO
936 Boulevard du 30 juin,
Gombe 16096, KIN 1, Kinshasa, RDC
Tél.: +243 81 333 0149
E-mail: FAO-CD@fao.org

Un objectif central de l'aide de la FAO dans les pays sortant d'un conflit est de soutenir le relèvement et la revitalisation du secteur agricole, en accroissant la production vivrière et en créant des opportunités rémunératrices au profit des communautés rurales, notamment les anciens combattants,

“La paix est fondamentale pour la sécurité alimentaire, et la sécurité alimentaire est fondamentale pour le maintien de la paix”.

Directeur général de la FAO

les femmes et les jeunes. Un double accent sur le renforcement des capacités nationales et des moyens d'existence résilients fait partie intégrante des interventions de la FAO en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire, en particulier dans les pays fragiles. En améliorant la stabilité et la

cohésion sociale, cette approche aide les pays à avancer depuis le relèvement vers une paix et un développement durables.

Protéger la sécurité alimentaire des ménages

La RDC est un des plus grands pays du monde, et avec ses terres fertiles, elle détient un énorme potentiel agricole. Cependant, la production est entravée par un certain nombre de facteurs, dont les conflits locaux sur les ressources naturelles. Les combats ont fait fuir les ménages qui n'ont pas pu semer pour la campagne agricole, et ils n'ont pas pu non plus se permettre des semences et intrants de base pour reprendre la production. En fournissant des semences de qualité, des outils et une formation technique, la FAO s'efforce de remettre sur pied l'économie rurale du pays en aidant les personnes déplacées qui rentrent sur leurs terres, les réfugiés et les familles d'accueil à produire et vendre davantage de nourriture. Elle aide aussi les anciens soldats à reconstruire leurs vies.

Une opération récente de ce genre s'est déroulée dans le Nord Katanga: avec ses partenaires, en 2014, la FAO a distribué 12 000 outils (arrosoirs, binettes, machettes et râtaux), 130 kg de semences de légumes comme l'amarante, les aubergines, le gombo et les poireaux, environ 3 millions de boutures de patate douce, ainsi que des souches améliorées de manioc. Quelque 3 000 ménages (1 648 femmes et 1 352 hommes) ont tiré profit de ces intrants vitaux, dont 2 545 personnes déplacées à l'intérieur du pays, 455 familles hébergeant les réfugiés et 24 groupes de multiplication des semences. La distribution des intrants est allée de pair avec le renforcement des capacités par le biais des Champs Ecoles Paysans, qui ont également servi de forum pour aborder les questions sociales.

Sur la base des prix moyens du marché, la valeur monétaire des produits récoltés a été estimée à 831 633 dollars, soit un revenu brut moyen de 277 dollars par bénéficiaire, ce qui représente un bel apport pour les moyens d'existence agricoles et la résilience des communautés touchées par le conflit.

Projet financé par le Fonds humanitaire commun.

Un appui constant pour une action rapide

En 2014, dans le cadre du Fonds spécial de la FAO pour les activités d'urgence et de relèvement (SFERA), des fonds belges en faveur des activités d'intervention rapide ont permis aux agriculteurs familiaux vulnérables du Nord Kivu de redémarrer la production. Cette célérité permet à la FAO d'acheter des semences de qualité, des engrais et des outils et de lancer les activités de terrain sans délai pour relancer la production agricole et sauvegarder la sécurité alimentaire.

Sols: faciles à perdre, difficiles à restaurer

L'agriculture est la cheville ouvrière de l'économie du pays, employant environ 70 pour cent de la population active et contribuant à une grande part du PIB. Toutefois, les moyens d'existence de nombreux Congolais des territoires orientaux ont été menacés par de récentes inondations et glissements de terrain, qui ont suscité de graves problèmes de sécurité alimentaire. Par ailleurs, les tensions intercommunautaires liées aux questions foncières, la faible production agricole due à l'érosion du sol et la forte densité de population exacerbent la pression sur l'environnement.

La remise en état de la route reliant Sake à Masisi dans la province du Nord Kivu est vitale pour l'essor économique du territoire Masisi. Durant les récentes activités de construction, la FAO a contribué à la protection et à l'amélioration des sols en faisant prendre conscience des risques sociaux et environnementaux associés et en encourageant des méthodes d'atténuation des glissements de terrain mises en œuvre par la communauté.

Grâce au financement des Pays-Bas, outre la création d'une haie de 50 km contre l'érosion, plus d'un millier de personnes – dont les autorités locales et les chefs des communautés – ont bénéficié des sessions d'information non seulement sur l'érosion des sols et l'appauvrissement nutritionnel, mais aussi sur la productivité agricole.

Vu l'ampleur du phénomène d'érosion dans le territoire Masisi, il est important de répliquer cette intervention à d'autres routes (axe Bihambwe-Rubaya-Kibabi-Kinigi), sans se limiter aux zones adjacentes des routes.

